



Merci Daniel pour cette belle introduction.

Mesdames et Messieurs. Chers amis producteurs, délégués et collègues des autres provinces, je vous remercie d'être avec nous pour notre assemblée générale annuelle, de la part de tous les producteurs laitiers du Québec.

Je tiens à souligner la présence à notre assemblée de nombreux partenaires et invités du secteur de la transformation, du transport du lait, des services-conseils, de nos fournisseurs, des institutions et des gouvernements.

Je remercie particulièrement les membres de notre conseil d'administration pour leur solide implication dans la dernière année. Je salue enfin les producteurs qui sont avec nous sur YouTube et Facebook Live. Bienvenue à tous! Welcome!

Quand je pense aux douze derniers mois, je vois des avancées, du changement positif, mais aussi beaucoup d'inquiétude pour notre avenir. Commençons par le positif.

La croissance exceptionnelle de notre secteur s'est poursuivie. En 2017, les fermes laitières québécoises ont profité d'une hausse de 6 % du droit de produire et de 19 journées additionnelles de production. Nous avons livré, en moyenne, plus de 9 millions de litres de lait par jour aux différentes usines de transformation. Cela représente une augmentation de 10 % comparativement à 2015! Je ne connais pas beaucoup de secteurs d'activités qui ont progressé autant.

Avec la croissance, les producteurs laitiers se sont relevé les manches. Nous avons couru pour rattraper la demande et nous avons dû surémettre du droit de produire pour nous assurer de combler les besoins. Mais là, c'est chose faite : nous avons réussi à regarnir les stocks de beurre et à combler la demande croissante du marché.

La Commission canadienne du lait prévoit maintenant que la croissance de la demande sera plus modérée dans les prochaines années. Nous allons retrouver un rythme plus normal. Nous continuerons de suivre l'évolution du marché et de la production et, au besoin, nous ferons des ajustements dans les prochains mois afin de bien gérer le Plan conjoint et fournir au marché la quantité de lait demandée.

Notre évaluation des besoins du marché doit aussi, inévitablement, tenir compte des effets de l'Accord économique et commercial global, dont les entrées de fromage atteindront près de 6 000 tonnes en 2018.

Il n'en demeure pas moins que nous n'avons jamais eu autant de lait à produire. Notre adaptation à ce changement a été rapide et proactive. Les producteurs laitiers ont investi dans leur entreprise pour la rendre plus performante, efficace et durable. Sur la base des plus récentes données de l'étude sur les coûts de production, nos investissements ont été d'environ 520 millions de dollars au Québec en 2016, seulement dans la machinerie, l'équipement et les bâtiments. C'est considérable.

Tous ces investissements ont des effets d'entraînement considérables pour l'économie du Québec. Avec nos partenaires de la filière, on génère 83 000 emplois, 6,2 milliards de contributions au PIB et 1,3 milliard de recettes fiscales pour les gouvernements. Tout ça sans soutien gouvernemental pour notre revenu.

Travailler dans un contexte de forte croissance plus de trois années consécutives est motivant, mais nous avons besoin de l'appui des parties prenantes de notre secteur, particulièrement des

instances gouvernementales, pour continuer à stimuler l'économie et à dynamiser les régions. Et surtout, nous aspirons à un environnement stable et prévisible pour poursuivre notre mission et continuer notre développement.

Chaque jour, nous produisons du lait de qualité et contribuons à une activité noble et essentielle : celle de nourrir nos concitoyens. Nous sommes fiers d'occuper la terre de nos parents et de nos grands-parents. Nous rêvons de la léguer à nos filles et nos fils pour leur transmettre notre savoir-faire.

Mais cette vision d'avenir pourrait être ternie par trois enjeux particulièrement préoccupants.

Faisons un rapide retour historique pour introduire le premier. Au tournant des années 90 (les plus âgés s'en souviendront), notre marché était en déclin. En quelques années, le quota de mise en marché avait été coupé de près de 13 %, principalement à cause de la cholestérophobie et à une certaine diabolisation du gras animal. Mais la science a remis les pendules à l'heure depuis les dernières années. Le gras saturé, particulièrement celui du lait, a été réhabilité. C'est d'ailleurs une des raisons de la croissance récente.

Mais voilà qu'une politique gouvernementale mal avisée pourrait le diaboliser à nouveau, à l'encontre des évidences scientifiques.

Comme vous le savez, Santé Canada veut apposer une étiquette dissuasive sur les aliments qui contiennent plus de 15 % de l'apport quotidien en sucre, en sel ou en gras saturé. Le lait a été exempté de la politique comme toute la nourriture non transformée, mais les autres produits laitiers pourraient être les victimes de cette chasse aux sorcières nutritionnelle!

C'est aberrant. La littérature scientifique démontre la valeur hautement nutritive des produits laitiers et son importante contribution à la santé et à la diminution du risque de certaines maladies, comme les maladies du cœur. Et ça, Santé Canada le reconnaît dans les données

probantes à la base de ses recommandations. Nous recevrons d'ailleurs demain un chirurgien cardiaque et professeur émérite du département de chirurgie de l'université Queen's en Ontario, le Dr Andrew Samis, pour nous parler des gras saturés. Il n'est pas d'accord avec l'orientation de Santé Canada.

La question est légitime : pourquoi le gouvernement voudrait-il que les autres produits laitiers qui sont tout aussi riches en nutriments que le lait soient étiquetés comme malsains, sur le seul motif qu'ils ne répondent pas à des teneurs spécifiques maximales de certains ingrédients?

La future réglementation de Santé Canada est une approche non holistique, pas complète, qui manque de jugement, d'équilibre et de nuance. Le gouvernement doit évaluer les aliments dans leur globalité nutritionnelle, en considération des plus récentes données scientifiques.

L'objectif d'aider les Canadiens à faire de bons choix alimentaires est louable et nous le partageons. Mais encore faut-il que cela soit fait de la bonne façon. Parce que si Santé Canada ne revoit pas ses critères, sa réglementation va cibler des produits sains, comme le fromage et le yogourt, tandis que plusieurs boissons gazeuses, comme les versions diètes, ou même des croustilles de toutes sortes vont échapper à la politique.

Santé Canada doit revoir sa politique. Avec les Producteurs laitiers du Canada, nous n'avons négligé aucun effort pour qu'elle revienne sur sa décision. J'invite les producteurs et nos partenaires à soulever cette aberration auprès des députés fédéraux d'ici la fin des consultations, le 26 avril.

Le second enjeu que je veux aborder est celui des revenus des producteurs de lait. Nous sommes des professionnels de l'agriculture passionnés, mais cela ne peut pas se faire à n'importe quel prix. Et le prix du lait à la ferme, justement, a été en deçà de nos attentes dans la dernière année. Je comprends la déception des producteurs laitiers. Je la vis aussi.

Si ce n'était que du prix intraquota pour les classes régulières, ça irait encore. Mais près du quart des solides totaux de notre lait est maintenant vendu à des prix qui fluctuent au gré du marché mondial. Nous n'avons pas le contrôle sur une trop grande partie de nos revenus et nous subissons les conséquences de l'indiscipline et du dumping qui règnent sur ce marché. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles la menace constante des nouvelles concessions de marché doit cesser.

Cette érosion a débuté aussi, comme celle de la demande pour le gras laitier, au tournant des années 90. C'était le début de la mondialisation des marchés et l'époque de l'implantation des accords de l'Organisation mondiale du commerce. Les règles ont changé pour le contrôle des importations, un élément essentiel à la gestion de l'offre. Notre marché est devenu moins étanche. Nous avons pris le taureau par les cornes pour stimuler notre secteur. Nous avons négocié l'introduction des classes spéciales pour être de plus importants fournisseurs aux entreprises de transformation secondaire et maintenir certains marchés, qui étaient désormais plus ouverts à la concurrence étrangère. Ce compromis stratégique était essentiel pour conserver notre système.

En 2017, la négociation de la stratégie des ingrédients a été une autre solution nécessaire pour stabiliser nos revenus et maintenir notre politique agricole. La croissance fulgurante de la demande de matière grasse a contribué à l'accumulation de surplus de solides non gras que nous étions réduits à vendre pour l'alimentation animale à des prix très faibles.

Sans la mise en place de cette stratégie canadienne, la situation de nos revenus aurait été pire et aurait continué de se détériorer. Cette entente minimise les effets négatifs, pour les producteurs, de ce déséquilibre dans la demande pour les composants laitiers, notamment en valorisant les surplus de solides non gras à meilleur prix. Cela dit, toutes ces explications qui nous permettent de comprendre pourquoi nos revenus ne sont pas à la hauteur de nos attentes ne corrigent pas le problème. Nous voulons de meilleurs résultats.

Dans la prochaine année, il faudra collaborer avec nos partenaires des autres provinces et les transformateurs pour assurer des conditions de développement plus avantageuses à l'ensemble des producteurs. Nous avons d'excellents produits d'ici, des fromages qui font la réputation de notre terroir, des yogourts et des produits fermentés d'une grande variété et d'excellente qualité. Nous sommes ouverts à l'exportation si c'est rentable pour toute la chaîne, incluant les producteurs laitiers, mais nous ne produirons pas du lait à perte. Des revenus adéquats sont nécessaires non seulement pour assurer la survie de nos fermes laitières dans toutes les régions, mais aussi pour le bien-être individuel et financier des producteurs.

Aux Producteurs de lait du Québec, notre équipe dédiée œuvre à briser l'incertitude et l'insuffisance des revenus en travaillant avec nos clients pour obtenir le meilleur prix à la ferme. Nous sommes à votre écoute : nous débattons d'ailleurs d'une résolution sur le prix à la ferme au courant de cette assemblée.

Le troisième enjeu est la menace constante de nouvelles concessions de marchés, qui plane sur nos fermes et nos familles, nos investissements financiers et humains, et qui doit arrêter. Ça fait plus de 30 ans qu'une épée de Damoclès pend au-dessus de nos têtes. À chaque entente commerciale que le Canada signe avec ses partenaires depuis quelques années, la gestion de l'offre écope et les producteurs laitiers sont les grands perdants. Il faut que ça cesse.

Nous l'avons péniblement vécue dans la dernière année. L'entrée en vigueur de l'Accord économique et commercial global le 21 septembre dernier entre le Canada et l'Union européenne fait mal à la production laitière, mais aussi au secteur de la transformation fromagère. D'ici 2022-2023, chaque année, des milliers de tonnes supplémentaires de fromage déplaceront notre production. Avec l'importation des 17 700 tonnes de fromage européen, les agriculteurs laitiers canadiens perdront, à terme, 100 millions de dollars par année, à perpétuité.

La pilule passe déjà de travers après les trois premiers mois d'opération de l'AECG. Le Canada a importé 766 tonnes de fromage du Vieux-Continent, ce qui représente 97 % des permis

d'importation octroyés. En contrepartie, le Canada a exporté seulement 2,3 % de l'accès accordé au bœuf et 0,5 % de celui du porc. On a échangé un cheval contre deux fourmis! C'est peut-être encore tôt pour conclure qu'on s'est fait avoir, mais ça regarde mal...

Les fromages qui rentrent ne sont pas des découvertes européennes nichées, ce sont des produits qui concurrencent directement l'offre d'ici : du parmesan en majorité, mais aussi du brie, du gouda et du cheddar. On n'a pas besoin de plus de fromages européens. Nos 500 fromages d'ici, n'en déplaie aux Européens, sont les meilleurs.

Si le gouvernement avait au moins attribué les contingents tarifaires dans leur totalité aux fromagers, la pilule aurait été moins dure à avaler pour nous et nos partenaires, les transformateurs. Les fromagers auraient pu mieux se positionner face à la concurrence européenne en investissant dans l'innovation ou dans des installations plus performantes. Mais Ottawa a préféré partager les contingents 50-50 entre les fromagers et les détaillants. C'est illogique de donner des parts aux détaillants. Leurs affaires ne sont nullement affectées par l'AECG.

Le gouvernement fédéral doit faire sa part pour compenser pleinement les coûteuses concessions faites par le secteur laitier et nous donner la certitude que nos 5 300 entreprises et les 80 000 emplois générés par le secteur laitier comptent.

La pilule aurait aussi été plus facile à avaler si le gouvernement avait mis en place des mesures d'atténuation équitables. Le programme quinquennal d'investissement pour moderniser les fermes laitières de 250 millions de dollars est un coup de pouce apprécié, mais ça demeure insuffisant et bien en dessous du dommage qu'on devra encaisser.

En plus, la façon dont le programme a été administré a été une vraie farce... mais c'est loin de nous avoir fait rire! Des centaines de producteurs qui avaient soumis des projets d'investissement ont été refusés. C'est très frustrant!

Les prochaines phases du programme doivent être mieux gérées et l'enveloppe devrait être mieux divisée. Nous suggérons que le soutien à l'investissement maximal de 250 000 dollars soit rajusté à la baisse afin que davantage de producteurs bénéficient de l'aide, comme il y a énormément de projets en attente de financement.

Comprenez-moi bien : les producteurs investissent massivement de leurs poches dans leur entreprise. Ils n'ont pas attendu le gouvernement pour le faire. Mais l'aide du gouvernement fédéral est légitime et tout à fait justifiée avec tous ces traités commerciaux désavantageux pour notre production conclus à nos dépens.

Le dernier en date est le nouveau Partenariat transpacifique. Signé le mois passé, cet accord n'a pas ajusté à la baisse les concessions laitières malgré le retrait des États-Unis. Cela fera mal aux fermes familiales d'ici. Les dommages à perpétuité de 160 millions de dollars annuellement pour les fermes laitières canadiennes s'ajoutent aux 100 millions de l'AECG.

Nous maintiendrons nos pressions auprès du gouvernement pour qu'il reconnaisse ces nouvelles pertes et déclenche rapidement un plan de mesures d'atténuation équitables pour les producteurs, en corrigeant le cauchemar administratif du programme d'investissement dans la foulée de l'AECG.

Les sommes consacrées à ce programme doivent être augmentées et certaines règles d'attribution revues. D'autres mesures doivent être ajoutées, comme des crédits d'impôt remboursables et la mise sur pied de stratégies de développement de produits à valeur ajoutée. Nous attendons maintenant un signal clair du gouvernement.

L'incertitude entourant les accords commerciaux et l'instabilité de nos revenus nous ramène à une chose fondamentale : la gestion de l'offre est plus pertinente que jamais. Elle sécurise toujours la majorité de notre revenu et sert de rempart contre l'instabilité du marché mondial,



caractérisé par le dumping de surplus et l'indiscipline des grands pays exportateurs avec qui notre gouvernement fait des échanges commerciaux. Plusieurs producteurs américains l'ont compris et envient publiquement notre système.

Ils ont raison : la production laitière non contrôlée est vouée à l'échec. Nous en avons des preuves à la tonne : l'Europe laitière est en crise aiguë depuis la fin des quotas laitiers il y a trois ans. Les éleveurs laitiers courent à leur perte. Selon les pays, de 25 à 35 % des coûts de production ne sont pas couverts. Et que dire des pays de l'Océanie, souvent cités en exemple, mais qui sont des représentations flagrantes que la dérèglementation est catastrophique. En Australie, la production a baissé de 17 %, la valeur des exportations a chuté de 23 %, le prix du lait à la ferme a diminué et le consommateur paie ses produits laitiers pas mal plus cher! Ces exemples démontrent qu'il n'y a eu aucun gain à abolir les quotas.

On oublie aussi de mentionner les conséquences environnementales. En 2017, le Québec comptait 8 400 000 habitants et 346 000 vaches laitières. En Nouvelle-Zélande, c'était 4 861 000 vaches pour 4 800 000 personnes? C'est plus d'une vache par habitant! L'empreinte environnementale du secteur laitier est une vraie honte pour ce pays. Pour ceux qui ne l'auraient pas encore vu, allez voir le reportage français « Où va l'argent du beurre » de l'émission Cash Investigation. Il dresse un sombre portrait de la dérèglementation de l'industrie laitière.

Maintenant, quelques mots sur l'accord de libre-échange nord-américain. Les États-Unis semblent très pressés d'en finir avec le nouvel ALENA avant leurs élections de mi-mandat et la présidentielle mexicaine. On se dirige peut-être vers l'annonce d'un accord de principe dans les prochaines semaines.

Nous comprenons l'intérêt du Canada à joindre l'ALENA... Mais il doit demeurer très ferme dans l'objectif qu'il s'est donné au tout début des négociations : celui de maintenir l'exception qui préserve la gestion de l'offre dans l'accord.

Les Américains veulent l'abolition de notre modèle. À ce jour, le Canada rejette fermement cette demande qui n'a aucun sens. Leur propre politique agricole, le Farm Bill de 1000 milliards de dollars, qui subventionne directement ou indirectement leurs agriculteurs n'est pas sur la table de négociation. Rien ne justifie que la nôtre le soit! Mais les bottines devront suivre les babines jusqu'à la fin des négociations.

Les États-Unis sont le premier exportateur de produits laitiers au Canada. L'ALENA n'a aucunement empêché notre partenaire du sud de faire du commerce ici, au contraire. Les trois quarts des quelque 200 000 tonnes de produits laitiers importées au Canada proviennent des États-Unis. La balance commerciale des États-Unis avec le Canada est largement excédentaire pour l'ensemble des produits sous gestion de l'offre. Je le répète, le secteur laitier a assez servi de monnaie d'échange dans les accords internationaux. C'est assez! Si les États-Unis veulent plus d'accès à notre marché, qu'ils réintègrent le Partenariat transpacifique.

Pour faire fructifier notre secteur et préserver la gestion de l'offre, nous avons besoin de l'appui constant du gouvernement. Il doit aussi refuser d'accorder tout accès supplémentaire à notre marché dans l'ALENA, mais aussi dans les traités à venir, à commencer par celui avec les pays du Mercosur en Amérique latine. L'Argentine et l'Uruguay sont d'importants exportateurs de lait et de produits laitiers, alors nous devons encore une fois surveiller leurs visées sur notre marché.

Nous n'avons négligé aucun effort pour nous assurer que le gouvernement maintient cette position, lors des rondes de négociations, avec nos partenaires des Producteurs laitiers du Canada, de l'Union des producteurs agricoles et du Mouvement pour la gestion de l'offre, ou par des actions de relations gouvernementales. Nos actions publiques avec nos partenaires font aussi pression sur les instances gouvernementales. Par exemple, en janvier dernier, avec les membres du Mouvement pour la gestion de l'offre, nous avons joint nos efforts à ceux de la Coop fédérée et d'Agropur pour lancer un message d'intérêt public fort sur le besoin de soutenir notre modèle agroéconomique.

Nos détracteurs pensent que préserver la gestion de l'offre n'est pas compatible avec le succès économique du pays. C'est pourtant tout le contraire! Notre système assure une stabilité d'affaires à nos producteurs et à nos nombreux fournisseurs et prêteurs, mais aussi une stabilité dans les approvisionnements aux transformateurs. Le secteur laitier et la gestion de l'offre renforcent, appuient et contribuent concrètement au succès économique des régions du Canada à hauteur de 20 milliards de dollars au produit intérieur brut.

Protéger notre modèle, ce n'est pas seulement protéger des agriculteurs. C'est assurer la sécurité alimentaire et économique du pays en permettant à des entreprises d'ici de se développer, d'innover et d'occuper le territoire.

Les parties prenantes de notre secteur le reconnaissent. Nous en avons eu la preuve cette année alors que nous avons récolté le fruit d'années de sensibilisation aux avantages économiques de notre modèle. Le soutien politique et populaire n'a jamais été aussi élevé. Plus des trois quarts de la population appuient notre modèle, selon les plus récents sondages.

Nous avons gagné cette année l'appui de membres influents du milieu des affaires, notamment celui de la Fédération des chambres de commerce. Ils ont compris que nos entreprises contribuent à la vitalité économique des régions.

Nous sommes reconnaissants aussi du soutien politique. Le premier ministre Philippe Couillard, le ministre de l'Agriculture Laurent Lessard, et la vice-première ministre et ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, Dominique Anglade, ont été parmi ceux qui ont défendu les producteurs laitiers et la gestion de l'offre. Encore tout récemment, vendredi à l'occasion du dévoilement de la politique bioalimentaire du Québec. Les partis d'opposition sont aussi de notre côté. On a vu l'appui de l'Assemblée nationale se concrétiser avec une motion votée à l'unanimité pour défendre notre politique. Nous vous remercions, mais continuez le dialogue avec vos homologues fédéraux pour faire valoir notre modèle.

Nous avons rempli notre part du contrat social que constitue la gestion de l'offre. Nous investissons dans nos entreprises pour offrir le meilleur produit qui soit aux consommateurs. Nous assurons une gestion saine, responsable et durable de nos fermes, ce que nous démontrons avec notre programme de certification proAction, dont deux nouveaux volets ont été implantés en septembre dernier : bien-être animal et traçabilité.

À long terme, on saisit tous que proAction, grâce à l'évaluation crédible de pratiques transparentes, responsables et en respect des demandes des consommateurs, contribuera à la pérennité du secteur et maintiendra la confiance des consommateurs envers les producteurs et les produits laitiers.

L'appui des consommateurs, des partenaires, de la société et des gouvernements est très important. Mais notre engagement de producteur est primordial et essentiel. Donnons-nous le mandat d'atteindre l'objectif commun de préserver la gestion de l'offre par des efforts ciblés dans nos communautés et nos régions. Restons solidaires, notre union est notre plus grande force. Travaillons avec les autres provinces et avec les Producteurs laitiers du Canada pour faire avancer nos dossiers au niveau national. Continuons à gouverner nos entreprises de manière responsable pour convaincre les consommateurs que nos produits sont de qualité, sains et nutritifs et que notre travail collectif est à leur avantage.

Restons unis. Soyons fiers. Merci !

**\* SEULE LA VERSION DU DISCOURS PRONONCÉ VERBALEMENT PAR LE PRÉSIDENT DES PLQ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE EST OFFICIELLE ET FAIT FOI DE SON CONTENU.**